

## Ukraine : la guerre des deux Viktor<sup>1</sup>

**Le président ukrainien a dissout l'Assemblée nationale et fixé de nouvelles législatives au 27 mai. La majorité parlementaire parle de « coup d'Etat » et a saisi la Cour institutionnelle. La « guerre des tentes » a repris. Mais la population est surtout lasse d'années d'instabilité politique.**

C'est reparti. Après quelques mois d'une laborieuse et contrainte collaboration entre le président Viktor Iouchtchenko et le Premier ministre Viktor Yanoukovitch, l'Ukraine est plongée dans la crise politique. Une de plus, tout aussi lourde d'incertitudes que les précédentes. Qu'est-ce qui a mis cette fois le feu aux poudres ? Le président a mal supporté les manœuvres du Premier ministre visant à débaucher des députés du parti présidentiel « Notre Ukraine » afin de constituer une majorité parlementaire des deux tiers, 300 députés sur 450, qui lui permettrait de rogner un peu plus les prérogatives présidentielles, déjà limitées par la dernière révision de la Constitution. Dans ce cas, la coalition majoritaire pourrait considérer comme nul et non avenu tout veto présidentiel.

Monsieur Iouchtchenko a vu dans cet exercice de renforcement du camp ennemi une opération « anticonstitutionnelle », la loi fondamentale interdisant aux députés de changer de camp en cours de législature. Et il a décidé unilatéralement de dissoudre la Rada, le Parlement ukrainien. « *La coalition actuellement au pouvoir a excédé les responsabilités de son mandat, a tenté de monopoliser le pouvoir politique* » a ainsi justifié le président. « *J'appelle cela de la corruption politique : pressions, achat de parlementaires auxquels on fait miroiter des avantages pour leurs affaires, et bien sûr la carotte de postes ministériels* », a-t-il poursuivi, « *la coalition a mené une implacable campagne pour briser l'équilibre constitutionnel et contredire les résultats des dernières élections législatives.* » Affirmation, à ce dernier égard, à tout le moins surprenante si l'on se souvient que le camp « orange », pro-occidental, traversé par de furieuses dissensions et largement miné par des accusations de corruption, s'était affaissé lors de ce scrutin. Les résultats avaient débouché après des semaines de palabres et de tensions sur le retour au gouvernement de Viktor Yanoukovitch et de son Parti des régions.

### Bras de fer

La situation politique ne s'était pas stabilisée pour autant. Le bras de fer entre les deux Viktor est déjà une vieille affaire qui remonte à la présidentielle du 31 octobre 2004, lorsque M. Iouchtchenko avait accusé de fraude son concurrent, Premier ministre du président sortant Léonid Koutchma. C'était le début de la « révolution orange » qui se concluait sur un nouveau scrutin et la courte victoire du premier. Ioulia Timochenko devenait Premier ministre. Cet attelage ne devait toutefois pas durer, des accusations de corruption pesant sur « l'égérie de la révolution », un peu trop « encombrante » aux yeux du président.

La « crise du gaz » au second semestre de 2005 – Moscou exigeant une forte augmentation du prix de ses livraisons – débouchait sur un accord entre MM. Poutine et Iouchtchenko qualifié de « *trahison nationale* » par le Parlement. Le gouvernement était destitué. Le président en sortait encore un peu plus affaibli. Et en mars 2006, les législatives lui infligeaient une humiliante défaite, révélatrice des espoirs déçus de la population et son isolement sur la scène politique nationale ne faisait que s'aggraver encore. Jusqu'à ce que l'accord de partage du pouvoir soit rompu après huit mois d'une cohabitation à couteaux tirés.

---

<sup>1</sup> Analyse parue dans le N° 315 du *Journal du mardi*, 10 avril 2007.

## Provocations

Il est vrai que Viktor Yanoukovitch n'a cessé de provoquer la présidence, la défiant notamment en matière de politique étrangère en principe conduite par Viktor Louchtchenko. A la fin 2006, la majorité parlementaire avait ainsi limogé le ministre des Affaires étrangères, Boris Tarassiouk, un allié de M. Louchtchenko au sein du gouvernement et garant de la ligne pro-occidentale, et l'ancien ministre de l'Intérieur orange, Iouri Loutsenko. Le bras de fer actuel n'a donc été une surprise pour personne. Si la question de l'adhésion à l'Union européenne – désormais une perspective bien lointaine... - fait consensus entre opposition et majorité depuis la visite de Viktor Yanoukovitch à Bruxelles en septembre 2006, l'entrée dans l'OTAN représente par contre un sérieux sujet de divergence. Le Premier ministre s'y est opposé et a proposé un référendum qui, selon les enquêtes d'opinion, confirmerait un « non » d'une majorité des Ukrainiens à ce projet. La question resurgira. Il y a un mois, Ioulia Timochenko a été reçue au département d'Etat américain. Avec au menu bien des sujets qui fâchent à Kiev et à Moscou : l'adhésion à l'Alliance atlantique, le bouclier antimissile. Sur ce dernier point, une délégation du Pentagone a effectué une récente visite pour convaincre l'Ukraine d'autoriser le déploiement de ce bouclier sur son territoire. Ce qui ne manque pas d'énerver au plus haut point le voisin russe. Et certains ont souligné la concomitance entre la crise ukrainienne et le retour de la dame à la tresse d'une visite aux Etats-Unis.

## Le Retour de Ioulia

L'épreuve de force entre les différents centres de pouvoir n'est pas moins âpre au plan national. Des émissions politiques ont été supprimées à la télévision. Voici peu, Iouri Loutsenko a été assigné à résidence. Il est vrai qu'il a lancé un nouveau mouvement, Samooborona, censé remobiliser les déçus de l'époque orange, et avait appelé à une marche sur Kiev fin avril. Nombre d'observateurs ont donc parlé d'un retour aux pratiques de l'ère Kouchma et à une restauration autoritaire rampante. Evoquant une guerre institutionnelle « *insupportable* », Ioulia Timochenko, désormais à la tête de l'opposition, a, la première, réclamé des élections anticipées, espérant voir le camp orange se reconstituer et revenir aux affaires sous sa houlette. Ce qui, de l'avis même des proches du président, n'empêcherait pas « *la confiscation du pouvoir par un clan*. » Pour nombre de politologues, Louchtchenko irait de Charybde en Scylla, car en choisissant une nouvelle alliance avec la passionaria, il se remettrait entre ses mains. « *Si elle gagne les élections et redevient Premier ministre, le même affrontement président-gouvernement reprendra*, note une source diplomatique,  *dans les deux cas, Louchtchenko est perdant*. » Mais à l'heure actuelle, les sondages semblent garantir une nouvelle victoire au parti du Premier ministre.

## Appétits oligarchiques

Et les appétits s'aiguisent. Pour le quotidien russe *Kommersant*, la crise a une dimension économique. Des privatisations majeures sont en cours, entre autres la privatisation des compagnies chargées de distribuer l'énergie dans les régions. En gros, les deux camps se rejoignent sur le plan socio-économique. Tous deux sont favorables à la poursuite de la libéralisation économique. Mais les « orange » verraient leurs intérêts bafoués par le gouvernement « pro-russe ». Le journal moscovite a rappelé la privatisation récente de 76 % des actions de Louganskteplovoz (gros fabricant de matériel ferroviaire roulant), remportées par un groupe russe (Transmachholding) contre le groupe ukrainien Privat, dirigé par Igor Kolomoïski, allié de longue date de Ioulia Timochenko. Les oligarques honteusement enrichis manœuvrent en sous main. Cette année, le programme de privatisations devrait rapporter plus de deux milliards d'euros de recettes. Or, les enquêtes d'opinion montrent qu'une majorité d'Ukrainiens est favorable à l'idée de reprendre leurs biens mal acquis aux oligarques.

Où va le pays ? Les deux parties, c'est entendu, s'appuient sur la Constitution et la Justice pour faire entendre leur point de vue. Mais au bout du compte, l'exigence d'un retour aux urnes est un pari risqué. Dans le climat actuel, les possibilités de dérapages sont grandes, les perspectives politiques incertaines, la sortie des difficultés sociales bien lointaine. Comment s'étonner que l'homme de la rue ne croie plus guère en les uns et les autres ?

### **La majorité actuelle**

Aux élections de 26 mars 2006, le Parti des régions de Yanoukovitch avait obtenu 181 députés sur 450. Il devançait ainsi ses deux principaux concurrents de la « Coalition orange ». Notre Ukraine, le parti présidentiel était arrivé en troisième position avec 86 élus, derrière le Bloc Timochenko (BiouT, 129 députés). Le Parti socialiste (de type agrarien) a un groupe de 33 parlementaires. En juillet, le PS, le Parti des régions et le Parti communiste (20 députés), ont formé une majorité pour gouverner. Des défections enregistrées dans les rangs des anciens alliés du camp orange ont porté la majorité à près de 260 députés. En contrôlant 300 sièges, soit une majorité des deux tiers, la coalition du Premier ministre serait en mesure de passer outre au veto présidentiel et réduire les prérogatives du chef de l'Etat.